

29 mars 1988,
rue des
Petites-Ecuries :
l'hommage
à
Dulcie
September



SIPA

■ ROMPRE AVEC BOTHA

Dulcie September assassinée à Paris, c'est à l'évidence un mauvais coup des commandos ou des mercenaires du NIS sud-africain, les redoutables services secrets de l'apartheid. Il faut être Pandraud pour aller chercher la piste du règlement de compte interne à l'ANC et dénoncer Dulcie September comme une terroriste victime d'autres terroristes. Stupidité ou duplicité ?

On sait aujourd'hui que les services secrets sud-africains font une guerre à outrance à l'ANC et à ceux qui luttent avec elle contre l'apartheid. Dans les bantoustans au Mozambique, en Tanzanie, en Belgique, en Grande-Bretagne, attentats meurtriers et tentatives d'enlèvements se sont succédés ces dernières semaines. Les tueurs « Z » des services spéciaux sud-africains ont été repérés à Londres. Les services britanniques ont donné l'alerte. Rien n'a été fait. Les Belges avaient donné les noms d'agents sud-africains en Europe. Rien n'a été fait. Les services sud-africains ont des liens avec les services occidentaux, en particulier avec le SDECE français très actif en Afrique. Le Figaro l'a écrit sans être démenti.

L'hebdomadaire la Lettre de l'Océan Indien a affirmé que l'ordre de ne pas renouveler le titre de séjour de Dulcie Sep-

tember avait été donné... On sait que Dulcie avait demandé, selon ses amis, une protection policière. Elle ne l'a pas obtenue. Une note portant des informations précises sur les locaux parisiens de l'ANC circulait à Paris. Pour qui ? On a appris qu'un fonctionnaire, collaborateur de Charles Pasqua, porte aussi la casquette de responsable du **Courrier austral parlementaire**, ouvertement financé par le gouvernement sud-africain...

Beaucoup d'éléments qui laissent à penser que les Sud-Africains disposent dans l'appareil d'Etat de solides amitiés ou relais. Il semble bien que les services spéciaux de Botha font à peu près ce qu'ils veulent en France : finançant des journaux, invitant des parlementaires français heureux de ne rien voir là-bas, multipliant les officines de « rencontres », d'« amitié » et de « tourisme », faisant tuer leurs opposants à travers le monde, sans problème.

A Paris, on se sera contenté de réagir en convoquant l'ambassadeur pour lui faire part de la « préoccupation » de l'Elysée. Mais le lendemain même du meurtre, quand des militants antiapartheid vont occuper les locaux commerciaux sud-africains, on trouve là assez de police pour les matraquer, les charger arme au poing, en ar-

rêter quelques dizaines et faire quatre-vingt-sept blessés.

Il est vrai que l'Afrique du Sud ne peut pas être mécontentée : trois milliards d'importations en 1986 ; les plus grandes banques françaises y ont de larges intérêts ; des armes lui sont vendues discrètement et l'appui français aura été déterminant pour la construction de la centrale nucléaire de Koeberg. Les officiels sud-africains sont, enfin, reçus régulièrement à Paris.

A côté de tous ces intérêts, la vie de quelques militants antiapartheid ne pèse pas lourd et la défense des droits de l'homme vue de chez Malhuret reste sans voix. Dulcie assassinée le 29 mars, quatre personnes tuées la veille au Botswana, sept pendues peu avant et six autres qui attendent leur sort à Sharpeville, sans compter les centaines de morts, chaque année, dans les manifestations : l'apartheid tue et les silences des gouvernements occidentaux en font des complices.

A Paris, le 9 avril, des milliers de Parisiens ont accompagné la dépouille de Dulcie September. Peu la connaissaient, mais tous entendaient dire leur horreur du régime sud-africain. Et qui osera encore affirmer que la rupture des relations commerciales et diplomatiques n'est pas urgente ? □

■ RUGBY : LE POSSIBLE BOYCOTT

L'International Board, la plus haute autorité du rugby mondial, n'en finit pas avec ses tentatives de réinsérer l'Afrique du Sud dans le monde sportif. Il a récemment autorisé une sélection internationale (France, Nouvelle-Zélande, Australie et Argentine) à disputer deux matchs cette année au pays de l'apartheid, avec une autre tournée l'an prochain.

Réaction du patron du rugby sud-africain : « C'est de bon augure pour une éventuelle participation de nos joueurs à la prochaine coupe du monde... une décision extrêmement courageuse qui mérite notre gratitude. » On ne saurait mieux dire que les dirigeants mondiaux du rugby sont une bouée de sauvetage pour les dirigeants racistes.

Du courage ? Non, plutôt de l'inconscience ou de la provocation : vingt-deux pays africains avaient boycotté les jeux Olympiques de Montréal après une opération similaire des Néo-Zélandais. Ils ont annoncé un boycott identique à Séoul si la tournée était maintenue. Au plan sportif, cela stériliserait toutes les courses de plat au-dessus de 800 m. les champions du monde en titre faisant défaut. Ces épreuves n'auraient plus

le moindre intérêt. Sans parler des risques d'éclatement du mouvement olympique. Le président du rugby français, Albert Ferrasse, soutient le projet de tournée : « J'ai lu récemment que 900 000 touristes étrangers s'étaient rendus l'an dernier en Afrique du Sud. Pourquoi se scandaliser si, cette année, il y en aura 900 030 ? » L'innocent ! Une recommandation, monsieur Ferrasse : lisez le livre de Wynand Claassen - ancien capitaine des Springboks - vous y apprendrez que le rugby sud-africain est tenu par le Broederbond, société secrète d'extrémistes racistes blancs. Vous y verrez que 3 % seulement des licenciés de la fédération sont des « non-Blancs » (des métis en fait), que les Noirs ne peuvent jouer et que même les Blancs anglophones sont écartés au profit des seuls Afrikaners.

Et ces gens-là ont intérêt à effondrer la mêlée, pas à laisser vivre le ballon. Le grand Blanco a été une fois en Afrique du Sud, il a compris. Il a annoncé qu'il n'irait pas là-bas servir d'alibi. C'est vrai que si Serge Blanco est le meilleur arrière du monde, c'est aussi un homme. □



Blanco :
Plus jamais
en Afrique
du Sud

■ DES HELICOS POUR PINOCHET

En 1981, une des mesures prises par le gouvernement Mauroy bloquait toute livraison de matériel militaire au régime chilien. Pinochet se voyait privé d'armes françaises pour opprimer son peuple. L'embargo n'a jamais été levé. Or, une revue américaine vient de révéler, sur la base d'un rapport de l'International Institute for Strategic Studies que des livraisons d'hélicoptères ont été faites récemment par les Français.

La France aurait vendu, pour plus d'un milliard de francs, huit hélicoptères Super Puma ou Dauphin à Pinochet. Et ce n'est peut-être pas la première fois. Une première vente aurait permis au Chili d'acquérir des Super Frelons.



Pinochet : content !

Ces engins peuvent être équipés de missiles, torpilles ou radars, mais les militaires chiliens sont en mesure d'adapter sur ces appareils plusieurs types d'armes, en fonction de leurs besoins. Devinez lesquels... □

■ QUELLE CUISINE !

400 jeunes cuisiniers du monde entier (enfin, presque) se sont retrouvés à Johannesburg pour un concours international. La cuisine française fut couronnée comme il se doit (?) en la personne de Fabrice Gomet qui l'emportait devant un jeune Sud-Africain. Le vainqueur, qui a reçu 5 000 F, est cuisinier chez une de nos grandes toques, Paul Bocuse. L'histoire ne dit pas quel fut le plat mitonné par le vainqueur. Ni la recette utilisée : au sang ou à l'étouffée.

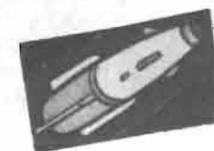
■ SALES BETES

Quatre millions d'hectares sont menacés par l'invasion des criquets déferlant actuellement sur l'Afrique du Nord. Une menace terrible pour des pays qui vivent essentiellement sur l'agriculture. Chaque criquet dévore chaque jour son poids de verdure. Des essais de 400 kilomètres carrés ont été vus en Tunisie. A cinquante millions de bestioles du kilomètre, on imagine les dégâts.

Selon la FAO, la lutte contre les acridiens coûtera cette année cent cinquante millions de dollars aux pays d'Afrique. L'aide française se limite pour l'instant à deux millions six cent mille francs... □

■ LES OGIVES DE TEL-AVIV

Mordechai Vanunu, technicien atomiste israélien, a été reconnu coupable de « trahison et d'espionnage ». En 1986, il avait révélé dans la presse anglaise qu'Israël possédait deux cents ogives nucléaires et était donc la sixième puissance nucléaire du globe. Ces révélations n'en étaient d'ailleurs pas, car nombre d'experts avaient déjà affirmé qu'Israël possédait une force de frappe nucléaire. Attiré à Rome et enlevé



par les services secrets israéliens, le technicien est emprisonné depuis le 30 septembre 1986. Il a toujours affirmé que son but était d'alerter ses concitoyens et l'opinion internationale sur les risques de telles armes. Depuis deux ans, il est isolé, au secret, filmé constamment par une caméra. Il purgera dix-huit ans de prison pour avoir dit une vérité. □